

NANTERRE, LE JEUDI 7 JUILLET 2011

1/4

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE ALTARES

## LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES SE STABILISENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ.

**SUR LE 2<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2011, ELLES RECULENT DE MOINS DE 1 %.**

14 397 jugements de sauvegarde (324), redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe (14 073) ont été prononcés par les tribunaux sur ce 2<sup>ème</sup> trimestre 2011. La même période 2010 comptait 14 446 procédures. La baisse globale est de 0,3 % tirée par un recul de 0,8 % des RJ/LJ tandis que les sauvegardes augmentent de 7,9 %.

Les trois quarts des jugements portent sur des micro-entreprises de 0 à 2 salariés (+ 2,9 %) mais les PME restent vulnérables ; 31 sociétés de 100 à 199 salariés ont été placées en RJ ou LJ ce trimestre contre 24 il y a un an. Les activités interentreprises sont dans le vert mais les activités à destination des particuliers sont à la peine.

Le rythme des défaillances d'entreprises ralentit depuis fin 2009 mais près de 250 entreprises entrent encore en procédure judiciaire chaque jour ouvré depuis le début de l'année. C'est en moyenne une dizaine de moins que sur la période de crise septembre 2008 – septembre 2009.

Le redressement de l'économie se propage mais les entreprises sont encore fragiles. Le retour de la croissance aspire les maigres trésoreries. Les trajectoires de sortie de crise sont encore très sinueuses.

### **Les défaillances d'entreprises augmentent dans les très petites entreprises mais aussi dans les PME de 100 à 199 salariés.**

Les trois quarts des entreprises défaillantes emploient moins de 3 salariés. Plutôt présentes dans les métiers de bouche, de la restauration, des services à la personne ou du commerce, ces structures peinent à résister dans un contexte de consommation des ménages atone. Plus de 10 200 jugements ont été prononcés ce trimestre sur ce type de structures soit une augmentation de 3 % par rapport aux trois premiers mois 2010.

En dehors de cette catégorie d'entreprises, les indicateurs sont bien orientés sauf pour les PME de 100 à 199 salariés. Peu nombreuses (31), ces sociétés défaillantes emploient néanmoins plus de 4 000 salariés. Sur le 2<sup>ème</sup>



Decide with Confidence

trimestre 2010, 24 avaient fait l'objet d'une procédure de RJ ou LJ. Ces PME, généralement créées il y a plus de 10 ans, présentaient sur le dernier bilan publié un résultat déficitaire. Autre signe de forte fragilité, les trois quarts d'entre elles retardaient les paiements de leurs fournisseurs de plus de 15 jours.

### **Les jeunes entreprises moins vulnérables.**

Le nombre d'ouverture de procédures collectives sur des entreprises de 0 à 5 ans est en recul sensible sur ce deuxième trimestre 2011 (-3,1%). L'effet conjugué de la crise économique et de l'entrée en vigueur du statut d'auto-entrepreneur en 2009 a freiné la dynamique de création d'entreprises sous forme individuelle ou sociétaire depuis 2008 ; ce ralentissement des créations semble peser favorablement sur les statistiques de défaillances de ce début 2011.

En revanche, les tendances sont mal orientées pour les entreprises créées entre 2000 et 2005 (+5%).

### **Les activités interentreprises sont dans le vert, les activités à destination des particuliers sont à la peine.**

Avec un recul des défaillances de -10%, l'industrie manufacturière confirme son redressement. L'amélioration est sensible dans de nombreuses activités. En revanche, l'industrie agroalimentaire est mal orientée (+15%).

Le commerce interentreprises est bien orienté (-7%) tandis que le commerce de détail est, en revanche, plus délicat (+1%).

Dans la construction, les tendances sont favorables (-4%). Les défaillances d'entreprises reculent rapidement dans l'immobilier (-15%), essentiellement sur les agences immobilières (-31%). Dans le bâtiment (-3%), l'amélioration est portée par les travaux de maçonnerie générale (-16%).

Le secteur transport et logistique (-5%) s'inscrit également sur une bonne orientation, notamment dans le transport routier de marchandises (-11%).

Dans les services aux entreprises (-2%), l'évolution des procédures est très différente selon l'orientation des services. Les activités scientifiques et techniques s'inscrivent sur des tendances délicates (+9%). A l'inverse, les chiffres sont bons dans les services administratifs (-11%) exception faite des agences de voyage (+54%).

Les activités à destination des particuliers s'inscrivent, en revanche, sur des tendances sévères.

Les défaillances d'entreprises sont en hausse de 5% dans les services aux particuliers ou les CHR. Parmi les autres activités à destination de la personne, la dégradation est très sensible dans les métiers de l'action sociale et la santé humaine (+56%). Le monde associatif peine ; 180 associations sont entrées en procédure sur les trois derniers mois, cela représente une dégradation de 51% par rapport aux mêmes mois 2010.

Les défaillances d'entreprises augmentent également sensiblement dans l'agriculture (+6%) en particulier dans les activités de culture (+16%).



Decide with Confidence

### Les défaillances en recul dans plus de la moitié des régions.

Les indicateurs sont au vert dans 13 régions. 3 régions enregistrent des évolutions fortement dégradées.

En Franche-Comté, Limousin et Poitou-Charentes, la hausse des défaillances d'entreprises explosent de plus de 20 % sur ce 2<sup>ème</sup> trimestre 2011. Pour autant, ces fortes tendances marquent davantage une correction des chiffres qu'une dégradation conjoncturelle ; en effet, ces trois régions enregistraient chacune, sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 comparé au même trimestre 2009, des améliorations de 20 % et plus.

Les six autres régions mal orientées sont l'Alsace (+ 13 %), la Bretagne (+ 9 %), le Centre (+ 7 %), la Haute-Normandie (+ 3 %) mais aussi Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 6 %) et Picardie (+ 10 %).

Les autres régions sont bien orientées. C'est le cas de Languedoc-Roussillon et Pays-de-la-Loire (- 2 %), l'Île-de-France, Rhône-Alpes et Bourgogne (- 3 %), Nord-Pas-de-Calais (- 4 %), Basse-Normandie (- 5 %), Midi-Pyrénées (- 6 %), Aquitaine et Corse (- 9 %) avec sur le podium l'Auvergne (- 12 %), Champagne-Ardenne et Lorraine (- 17 %).

### Le recours à la procédure de sauvegarde se propage dans les régions.

324 dirigeants d'entreprise ont sollicité du tribunal, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde ; c'est + 24 % en comparaison du 2<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Le tiers des procédures concernent des entreprises sans salarié, démonstration que le dispositif de sauvegarde est également adapté aux micro-entreprises et TPE.

C'est dans les activités de commerce de détail (49 soit + 40 %) et de l'industrie manufacturière (34 soit + 17 %) que le recours à cette procédure préventive est le plus fort.

Signe encourageant d'une meilleure lisibilité des contours du dispositif, le nombre d'ouvertures de sauvegarde augmente sensiblement dans plusieurs régions. Depuis sa mise en place, la sauvegarde était surtout à mettre à l'actif des tribunaux du Sud-est, les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur étaient loin devant la troisième, l'Île-de-France. Sur ce 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, ces trois régions mais aussi Aquitaine et Languedoc-Roussillon passent le cap des 30 sauvegardes au trimestre. Elles précèdent la Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes qui ont prononcé plus de 20 sauvegardes chacune.



Decide with Confidence

« Si le retour d'activité s'accompagne d'une baisse des défaillances d'entreprises, l'absence de tendances très marquées illustre un partage très inégal de la reprise chez les acteurs économiques », relève Thierry MILLON, responsable des analyses Altares.

« L'industrie, qui avait payé un lourd tribut à la crise, poursuit son redressement, de même que le transport ou l'immobilier. En revanche, la consommation des ménages atone pèse sur les métiers à destination des particuliers. Ces derniers, traditionnellement les plus nombreux, limitent donc la baisse des défaillances à moins de 1 %. C'est le cas sur chacun des mois de ce 2<sup>ème</sup> trimestre appréciés en jours ouvrés.

Le business interentreprises est donc plus dynamique que celui vers le consommateur, toutefois si la reprise a permis de reconstituer les stocks des entreprises, la hausse des prix des matières premières et les pressions sur les prix semblent ne pas encore permettre de reconstituer les marges. C'est pourquoi, les entreprises restent préoccupées par les questions de financement. La sortie de crise est gourmande en trésorerie et pour ne pas manquer le rendez-vous de la croissance, les entreprises vont devoir piloter au plus près leur besoin en fonds de roulement. Les règlements interentreprises restent tendus, les retards de paiement fréquents, autant de signes forts invitant les dirigeants à être très attentifs sur leur poste client ; rappelons qu'une défaillance sur quatre est liée à des retards de paiement ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

#### A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France. Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 180 Millions d'entreprises dans le monde. Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 53 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

**ALTARES**  
55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence